

La culture mobilisée : nous avons besoin de vous

Comme beaucoup de secteurs malheureusement, la culture est directement frappée par les politiques d’austérité : restrictions budgétaires, menaces sur les droits sociaux des artistes et techniciens, bouleversements des pouvoirs des collectivités territoriales…

**Les professionnels de la culture sont à nouveau mobilisés pour alerter l’opinion publique et les élus de la République.**

Vous qui aimez assister au spectacle et qui savez quelle richesse humaine cela vous apporte, vous savez aussi que la diversité des spectacles et les tarifs bas (voire gratuits comme sur le festival Z'Arts Up ! et ses Z'Ailleurs) dont vous bénéficiez ne sont possibles que grâce à l’intervention publique.

Alors que c’est un projet de société et un enjeu démocratique, la légitimité d’une politique publique de l’art et de la culture est remise en cause de plus en plus fortement. Le plan de destruction de l’emploi dans la culture ne se fait pas de façon visible comme la fermeture de grandes entreprises : il exclut un par un des milliers d’artistes et de techniciens de l’exercice de leur profession. Les théâtres produisent et diffusent moins de spectacles d’année en année parce que les subventions stagnent ou baissent depuis plus de 10 ans, réduisant ainsi chaque année les capacités artistiques.

**C’est un étouffement progressif**, à petit feu et à grand coup de simplification médiatique ou de slogans caricaturaux sur des sujets qui demanderaient de longues explications.

**Nous ne pouvons nous y résoudre. C’est pourquoi nous nous adressons à vous.**

Dans l’espoir que vous qui aimez venir dans les salles de spectacles, participer à des actions culturelles, lire des livres, réfléchir avec sensibilité, vous aurez envie de demander grâce pour ces économies qui sont faites sur des budgets déjà dérisoires.

POURQUOI LES INTERMITTENTS ET PERMANENTS DU SPECTACLE VIVANT

SONT EN COLERE ?

Le secteur culturel prouve jour après jour son dynamisme sur le plan économique. C’est aussi un vecteur de croissance générant des retombées économiques pour notre pays, en valeurs et en emplois. En générant 57,8 milliards d’euros de valeur ajoutée, les activités culturelles contribuent à 3,2% de la richesse nationale. En employant 670.000 personnes, les entreprises culturelles représentent 2,5% du volume d’emploi total en France, de plus avec des emplois non délocalisables.

Depuis plusieurs années, les arts et la culture sont attaqués sur leur légitimité autant que sur leurs moyens. Les renoncements se traduisent par des coupes sous couvert de crise financière.

**Le budget du Ministère de la Culture ne représente que 0,65% du budget de l’Etat** (l’équivalent de 450 kilomètres d’autoroute…), et on voudrait encore le sacrifier, avec le risque imminent qu’il soit raboté de 20% soit 500 millions d’euros au cours des trois prochaines années ? A cela se rajoute la baisse des dotations de l’Etat aux collectivités territoriales, dont une partie sera répercutée sur les subventions culturelles. Pour un secteur comme la culture, cette perte supplémentaire de 300 millions d’euros achèverait sa destruction.

Un autre péril est en marche avec la signature d’un **accord sur l’assurance chômage particulièrement néfaste** pour les activités artistiques de notre secteur. Les intermittents du spectacle, artistes et techniciens professionnels, vont être touchés par ces nouvelles dispositions injustes, tandis que les entreprises culturelles verront leurs activités contraintes par une hausse des cotisations. Les organisations professionnelles du secteur culturel ont établi des préconisations précises et chiffrées en vue d’une réforme juste et durable des annexes spécifiques des intermittents

du spectacle. Ces préconisations plus équitables et plus économes n’ont même pas été examinées lors des négociations de l’assurance chômage, qui ont privilégié de nouvelles mesures aux graves conséquences.



Un artiste précarisé, une compagnie qui s’éteint, un centre qui doit réduire le nombre de ses créations, un festival qui s’arrête, un lieu qui programme moins, des fonds de livres et d’œuvres d’art qui se réduisent… Par des baisses budgétaires sans précédent et un lent démantèlement des politiques publiques, c’est une formidable dynamique politique, économique et sociale qui est remise en cause. C’est toujours moins de place au sensible, à la pensée, à l’art, à l’humain et à sa part de mystère, à l’appréhension du monde qui nous entoure, à tout ce que nous partageons au travers de spectacles, de lectures, de concerts, d’expositions.

EN QUOI CELA VOUS CONCERNE ?

C’est à vous d’en juger. Des pétitions circulent, des manifestations et des assemblées générales se tiennent, cherchent à faire pression pour que nos élus défendent ce service public des arts et de la culture que le monde nous envie.

Vous aussi vous pouvez les rejoindre.

**Ce jour, comme tous les jours sur la scène, tous les artistes sont des intermittents du spectacle.** Sans eux, pas de spectacles, pas de saison, pas d’action culturelle.

Faut-il vraiment attendre que la colère pousse à la violence ? A la grève ? A l’annulation des spectacles et des festivals ?

Nous ne le pensons pas, mais alors il nous faut donner des signes moins timides, moins résignés, moins dispersés, qui montrent que nous tenons vraiment à cette politique culturelle qui rend l’art accessible à tous, partout sur nos territoires.

Il est temps que notre pays retrouve son ambition culturelle.

**Et pour cela nous avons besoin de vous !**

**Festival Z'Arts Up ! 2014,**

**Rejoignez-nous pour un Pique-nique Républicain Rendez-vous le samedi 17 mai 2014**

**à partir de 11H30**

**sur la Grand Place de Béthune.**

* **Nous demandons que l’accord du 22 mars 2014 sur l’assurance chômage ne soit pas agréé par le Ministre du Travail** et que de nouvelles négociations s’ouvrent en vue d’une réforme juste et durable.
* **Nous demandons la levée du gel de 7% des crédits du Ministère de la Culture pour 2014 et l’arrêt des coupes budgétaires annoncées entre 2015 et 2017** pour l’Etat et les collectivités territoriales.
* **Nous demandons que la Culture reste une compétence partagée par tous les échelons territoriaux** (communes, agglomérations, départements, régions, Etat) pour assurer son développement concerté.